

- b) à mettre fin à l'état d'urgence;
- c) à libérer immédiatement et sans condition Nelson Mandela et toutes les autres personnes emprisonnées en raison de leur opposition à l'apartheid;
- d) à instaurer la liberté politique, et plus particulièrement à lever l'interdiction frappant le Congrès national africain et d'autres partis;
- e) à engager, tandis que les deux camps s'interdiraient tout acte de violence, un dialogue faisant fi de toute distinction de race, de politique et de religion en vue d'établir un gouvernement représentatif non racial.

Le choix des mots est souvent important. Les termes de cette formulation définitive invitent, dans le contexte d'une trêve générale, à un processus de dialogue. C'est l'une des voies qui se sont révélées à la fois capitales et extrêmement fuyantes à ceux qui cherchaient à régler les problèmes de l'Afrique australe.

Aussi bien le gouvernement sud-africain que les représentants du Congrès national africain reconnaissent que le dialogue serait utile. Par contre, leurs vues restent très divergentes quant à ce que suppose exactement la renonciation à la violence de part et d'autre, à la manière d'y parvenir et à qui prendrait la tête.

Cependant, cette formule de négociation reste la meilleure qui nous soit offerte. Elle n'aurait pas été proposée si le Commonwealth n'avait pas pris l'initiative dont il a été question, et cette initiative aurait été vaine si nous n'avions pu faire appel à des gens possédant l'envergure, la sagesse, le jugement et, si j'ose dire, la tolérance - y compris la détermination de faire abstraction des discours creux et des antagonismes de l'heure - de Mgr Scott.

Depuis qu'il participe à cet effort, avec une énergie qui n'appartient peut-être qu'au clergé, celui-ci s'est dépensé sans compter, non seulement pour faire mieux comprendre aux Canadiens le problème de l'apartheid, mais aussi pour galvaniser l'opinion et recueillir des fonds. Il a dû en effet demander de l'argent au public, étant donné l'avarice dont le gouvernement du Canada a fait preuve en certains cas.

Son but actuel n'est pas simplement de mettre fin à l'apartheid, mais également - tâche énorme et absolument essentielle - de contribuer à donner à la société qui s'édifiera en Afrique australe après l'élimination de l'apartheid une forme telle que tous ses membres puissent avoir pleinement accès aux possibilités qu'offrira l'avenir.